

*Questions orales*

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, pour résumer ce qui a été dit des milliers de fois... à plusieurs reprises à la Chambre des communes.

**M. Blackburn (Brant):** C'est mieux.

**M. Clark (Yellowhead):** J'ai l'impression que nous l'avons répété des milliers de fois. Nous estimons que, si l'Union soviétique effectue des recherches se rapportant à ce que nous pouvons appeler globalement «son initiative de défense stratégique», il est prudent pour les pays de l'OTAN de faire des recherches de ce genre.

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** C'est la recette de l'escalade.

**M. Clark (Yellowhead):** C'est le premier point. Deuxièmement, comme nous l'avons déjà dit à la Chambre des communes, l'interprétation du traité sur les MAB permet de faire des recherches. C'est tout ce que le Canada a approuvé. Troisièmement, comme le député le sait, nous avons été invités à étudier la possibilité de participer à ces recherches. Ce n'est pas contraire au traité sur les MAB. Tous les travaux de recherche auxquels le Canada pourrait éventuellement participer donneront du travail à des Canadiens. Nous aurions donc eu tort de repousser cette invitation du revers de la main.

## LA POSITION DE L'URSS

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'admet-il pas que les Soviétiques ne tiennent pas à se lancer dans une course dans l'espace?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Shields:** Retirez vos lunettes rouges.

**Mme Jewett:** Les députés ne connaissent même pas les faits.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Jewett:** Les Soviétiques ont décrété un moratoire sur la mise au point d'armes anti-satellites, et le ministre le sait, alors que les États-Unis n'en ont pas fait autant. Les Soviétiques veulent discuter des armes spatiales...

**M. le Président:** La députée voudrait-elle bien poser sa question?

**Mme Jewett:** Si les députés d'en face se calment un peu.

Le ministre a-t-il l'intention, dans les discussions qu'il aura en Union soviétique avec M. Gromyko, d'approfondir la question des intentions des Soviétiques en ce qui a trait à l'espace—qui suscite des doutes chez ses collègues—et de faire connaître à ses collègues et à la Chambre ce qu'il aura appris?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, j'aborderai naturellement cette question avec M. Gromyko et je ferai part de ce que j'aurai appris au député et à ses collègues de la Chambre.

\* \* \*

● (1430)

## L'ÉNERGIE

## L'ACCORD AVEC LES PROVINCES DE L'OUEST

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse à la ministre de l'Énergie, a trait à l'accord sur le prix du pétrole signé récemment avec

les provinces de l'Ouest. Étant donné que ce document aura des répercussions considérables sur la population ontarienne et que le gouvernement s'est engagé à consulter les provinces, la ministre pourrait-elle expliquer à la Chambre pourquoi le chef de la province dont la consommation est la plus importante au Canada, le premier ministre de l'Ontario, n'a pas été consulté au sujet des modalités de cet accord comme il l'a lui-même avoué?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, je peux signaler au député que je ferai une déclaration sur l'accord de l'Ouest après la période des questions.

\* \* \*

[Français]

## LES FINANCES

## LE BUDGET—LE COÛT DE L'ESSENCE

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Est-ce que ce dernier est en mesure d'assurer les consommateurs canadiens, et plus particulièrement ceux de l'Ontario, qu'ils seront épargnés d'une augmentation de peut-être 23c. le gallon d'essence dans le Budget qui sera déposé, par une coïncidence, quelque jours après les élections provinciales en Ontario? Est-ce que le ministre est en mesure de nous assurer cela?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je crois que la ministre de l'Énergie abordera la plupart de ces questions dans sa déclaration après la période des questions et le député comprendra parfaitement alors que cet accord sur l'énergie n'entraînera aucune majoration des prix pour le consommateur.

\* \* \*

## LES DROITS DES AUTOCHTONES

## LA NÉCESSITÉ D'UN ACCORD AVEC LES PROVINCES

**M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Malgré quelques articles plutôt euphoriques, le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de constitutionnaliser le droit des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale, sauf si ces droits sont définis dans le cadre d'un accord avec les provinces. Le gouvernement n'a pas fixé de délai à cet égard ou dit quand de tels accords devraient être conclus. Encore une fois, les autochtones devront négocier sans avoir beaucoup d'atouts dans leur jeu. Si aucune entente n'est conclue, ils devront repartir à zéro. Le gouvernement est-il prêt à reconnaître explicitement le droit à l'autonomie des peuples autochtones et modifiera-t-il la proposition fédérale en ce sens?